

Témoignages associatifs

Mouvement rural de jeunesse chrétienne

Fabien Brosset, Trésorier du MRJC : « La baisse des subventions nous oblige à diminuer leur part dans notre budget et à mettre notre patrimoine immobilier au service de notre développement ».

Le MRJC est une association d'éducation populaire et de développement local en direction des jeunes des territoires, gérée et animée par des jeunes. Nous sommes un mouvement qui a plus de 80 ans d'histoire et disposons d'un budget de 3.5 millions d'euros qui repose à 70% sur des subventions qui sont des subventions publiques (Etat, collectivités locales, organismes sociaux) et subventions d'Eglise. Ces subventions sont en baisse ces dernières années. 30% de notre modèle repose sur une participation aux activités, de la vente de prestations ou de la générosité. Nous constatons aujourd'hui que notre modèle n'est plus adapté. Le développement des financements sur projets limite notre capacité d'innovation sur les territoires. La baisse des subventions nous oblige à diminuer leur part dans notre budget afin de continuer à développer notre activité. Nous cherchons donc à développer des activités rémunératrices en cohérence avec notre projet. Cette diversification des ressources passe par la mobilisation des fonds européens et la création de lien avec les entreprises. Notre développement économique repose aussi sur une nouvelle mobilisation de notre patrimoine immobilier qui, dans notre modèle actuel, n'est pas au service de notre développement économique. Nous développons une logique immobilière qui consiste à réaménager les biens dont nous disposons en Ile-de-France afin de dégager un capital immobilier que l'on réinvestit sur les territoires. Ce réinvestissement se fait dans une logique de co-investissement avec des entreprises ou des particuliers. Ces investissements nous permettent de faire émerger des lieux innovants sur les territoires appelés « Fabriques du monde rural ». Il s'agit de lieux pensés pour être des outils support au territoire et à notre activité. Nous proposons des logements pour favoriser l'insertion des jeunes et expérimentons des nouvelles façons d'habiter fondées de la colocation, de l'intergénérationnel et de l'inter social. Nous utilisons aussi ces lieux pour nos formations internes, nos rencontres, et les séjours des jeunes. »

Voiture & Co

Emmanuel Higaut, Voiture et Co : «*Nous avons diversifié notre offre et notre modèle d'intervention en parallèle de l'évolution de notre modèle économique.* ».

Notre association a pour mission de lever les contraintes de mobilités des publics fragiles. Notre première mission a consisté à accompagner les demandeurs d'emploi pour lever leurs freins de mobilité. Pour cette action, nous nous sommes essentiellement sur du financement public. Puis l'évolution de notre projet associatif nous a conduit à faire évoluer notre modèle économique. Compte-tenu de l'explosion de la population de travailleurs pauvres, nous avons engagés des actions en faveur du maintien de l'emploi des salariés. Pour financer ces actions qui ne concernent plus directement la politique publique de lutte contre le chômage, il nous a fallu nous appuyer sur la vente de prestations de services auprès des entreprises. Puis nous avons fait évoluer notre projet associatif afin d'intervenir sur les personnes en situation de handicap dont les besoins sont colossaux. Pour développer cette mission, nous sommes appuyés sur un modèle dominant de subvention publique en le complétant par de la vente de prestations de services aux entreprises. Au final cette logique de diversification nous conduit à une structuration de nos ressources en deux grands ensembles : 80% de financement public et 20% de vente de prestations. »

Habitat et Humanisme

Alix Guibert, responsable des ressources, Habitat et humanisme : « *Habitat est dans une hybridation de deux modèles abondement et mobilisation de fonds privés. Cette hybridation est à la fois une richesse et une source de complexité* »

« La mission d'Habitat et humanisme est de loger et d'accompagner les personnes vulnérables dans leur reconstruction. Nous sommes un mouvement national fort de 54 associations réparties sur le territoire. Nous logeons 1500 familles par an avec l'aide de 3000 bénévoles et 200 salariés. L'hybridation de notre modèle économique repose sur deux logiques : D'une part, pour mener des opérations immobilières en achat et rénovation de logements à destination des foyers en difficulté, nous nous appuyons sur une logique d'abondement (M5). Nous disposons d'une société en commandite par action qui fait appel à des prêts de la Caisse des dépôts. L'investissement d'un euro dans la foncière nous permet de lever quatre euros auprès des collectivités locales et de l'Etat. Chaque année, nous levons 15 millions d'euros pour réaliser des acquisitions de biens et mobilisons le parc de propriétaires privés pour qu'ils nous confient des logements. D'autre part, pour accompagner les personnes que nous relogeons, nous avons créé tout une gamme de produits bancaires classiques (livrets bancaires, contrats d'assurance vie, épargne salariale) et mobilisons en complément du mécénat de compétences des entreprises, des legs et des donations. »

Stéphane Cazade, Directeur d'Unicités :

Notre association est née en 1994 avec l'idée de tester une possibilité d'engagement volontaire des jeunes à temps plein dans des activités d'intérêt général, quelque soit leur niveau d'étude et dans une logique de brassage culturel. Lorsque nous avons lancé notre activité il y a 25 ans, la politique publique de service civique n'existait pas. L'indemnisation des jeunes reposait sur un montage multi forme fondé sur la mobilisation de pouvoirs publics nationaux, locaux et du mécénat. La mise en place du service civique a modifié le modèle économique d'Unicités puisque désormais le dispositif public couvre l'intégralité de l'indemnité du jeune. En revanche, l'accompagnement du jeune reste une action prise en charge par les structures d'accueil. C'est pourquoi, afin de préserver la qualité de missions, nous avons choisi de conserver notre modèle économique hybride en mobilisant, aux côtés des ressources publiques importantes liées à la politique publique nationale, des ressources de collectivités territoriales, mais aussi issues du mécénat. Au final, sur notre budget de 20 millions d'euros, 60% provient de l'Etat, 20-25% des collectivités et 15 à 20% par les entreprises privées. Ce modèle implique évidemment que nous soyons en relation étroite avec des entreprises privées avec qui nous co-construisons notre innovation. Par exemple avec EDF et Veolia, nous avons mis en place des missions de sensibilisation à la précarité énergétique.